



**Groupe d'économie
Lare-Efi
du développement**

Université Montesquieu-Bordeaux IV

Document de travail

DT/169/2011

**Envois de fonds : un contrat implicite entre le
migrant et sa famille**

par

Imani Younoussa

Enseignant chercheur – Université de Nantes – Université des Comores



Groupe d'économie Lare-Efi du développement

Université Montesquieu-Bordeaux IV

Envois de fonds : un contrat implicite entre le migrant et sa famille

par

Imani Younoussa

Enseignant chercheur – Université de Nantes – Université des Comores

Résumé :

Cette étude utilise un modèle théorique de contrat implicite, Glystos (2000) pour mettre en évidence certaines réalités sociales sur les envois de fonds aux Comores. Dans un premier temps, l'étude souligne le fondement social des envois de fonds aux Comores, notamment l'importance du « grand mariage » dans la décision de migration. Partant du principe que la décision de migration et d'envois des fonds peut être considéré comme un contrat implicite entre le migrant et la famille restée dans le pays d'origine, le montant des envois de fonds est la résultante des négociations entre les deux parties. Les envois de fonds sont considérés ici comme une donnée endogène qui sera déterminée par l'équilibre entre l'offre du migrant et la demande de la famille bénéficiaire en matière d'envois de fonds. La préférence pour le présent du migrant se traduira par une destruction de son épargne ou un endettement. Quand à la préférence pour le présent du bénéficiaire, elle se traduira par une demande excédentaire de la famille en envois de fonds. A l'issue de cette étude appliquée au cas des Comores, il est apparu que le migrant et le bénéficiaire des envois de fonds ont une préférence pour le présent, et cela quelque soit la valeur de la propension marginale à consommer du migrant. Ce qui veut dire que d'une part, le migrant va détruire son épargne (va s'endetter) pour subvenir aux besoins de la famille et aux impératifs sociaux. D'autre part, la famille bénéficiaire des envois de fonds demandera plus de fonds que le minimum indispensable. Ces résultats théoriques reflètent une situation sociale bien connue aux Comores, notamment l'obligation du migrant de financer les impératifs sociaux et familiaux, quelque soit son niveau de revenu dans le pays d'accueil.

Abstract : Remittances: An implicit Contract between the Migrant and his Family

This study uses an implicit contract theory, Glystos (2000) to highlight certain social realities on the remittances to Comoros . Initially, the study underlines the social base of the remittances to Comoros, in particular the importance of the “grand mariage” in the decision of migration. On the basis of the principle that the decision of migration and remittances can be regarded as an implicit contract between the migrant and the family remained in the country, the amount of the remittances is resulted of the negotiations between the two parts. The remittances are considered here as an endogenous, which will be determined by the equilibrium between remittances supply of the migrant and remittances demand of the family. The preference for the present of the migrant will result in a destruction of its saving or a debt. The preference for the present of the recipient, it results in a surplus request of the family for remittances. In this study, we applied implicit contract theory to the Comoros, it appeared that the migrant and the remittances recipient have a preference for the present, and that some is the value of the migrant marginal propensity to consume. What want to say that, on the one hand, the migrant will destroy its saving (will be involved in debt) to provide for the urgent social needs and the family requirement. In part, the family will require more remittances than the essential minimum. These theoretical results reflect a well-known social condition in the Comoros, in particular the obligation of the migrant to finance the requirements social and family , some is its level of income in the host country..

Mots-clés : envoi de fonds – contrat implicite – migrant – bénéficiaire – grand mariage

JEL classification: I31, I32

Sommaire

1. Introduction	1
2. Le « grand mariage » , principal motif de migration et d'épargne aux Comores	2
1. <i>Fondement sociologique du grand mariage</i>	2
2. <i>Schéma simplifié des différentes contributions dans un grand mariage</i>	3
3. « Contrat implicite » entre le migrant et la famille d'origine.....	4
1. <i>Modèle de contrat implicite</i>	4
A Fonction d'offre d'envois de fonds du migrant	4
B Fonction de demande d'envois de fonds des ménages	5
C Equilibre entre offre et demande d'envois de fonds (R).....	5
2. <i>Le modèle économétrique réduit du « contrat implicite », données utilisées.....</i>	6
A Données	7
B Résultats des études similaires dans les pays du Moyen orient et d'Afrique du nord	7
C Résultats du modèle pour le cas des Comores	8
D Résultats des simulations sur les préférences du migrant et de la famille	8
4. Conclusion.....	10
Références Bibliographiques	11
Annexes	12

1. Introduction

Lucas et Stark (1985), Stark et Lucas (1988) ont été les pionniers de la définition des processus de migration dans un cadre de décision familiale ayant comme objectif des avantages mutuels pour la famille et pour le migrant. Ces avantages peuvent être assimilés à une sorte de contrat implicite, qui, entre autres, détermine un montant minimum des envois de fonds pour la prise en charge de la famille, faisant partie des conditions de la migration, d'où l'endogénéité des envois de fonds. Ainsi, les envois de fonds ne sont pas seulement un sous-produit de la migration mais une partie intégrante du processus qui constitue un facteur décisif de mouvements du travail (Glytsos, 1988).

Dans le processus d'envois de fonds, on considère la migration comme temporaire ; une migration est temporaire lorsque, seulement le travail et le service circulent, mais que toute la famille (y compris le migrant) sont liés par un contrat implicite matérialisé par des envois de fonds. En ce sens, la rémunération du migrant pour sa contribution à la production en étant à l'étranger est traduite tôt ou tard par une consommation à domicile (Kraus, 1976). A la différence, les migrants permanents se délocalisent pour de bon dans un nouveau pays et ne sont pas forcément liés par un contrat implicite avec la famille restée au pays.

Les migrants temporaires prévoient pour une période plus ou moins longue une accumulation d'épargne, en fixant des objectifs d'épargne révisables dans le but de retourner après dans leur pays d'origine. Pour réduire le coût de la migration dans un sens large, atteindre l'objectif d'épargne et assurer le contrat minimum d'envois de fonds, les migrants remplacent leur train de vie courant par une vie de subsistance et travaillent de longues heures Glytsos (2000). L'objectif d'épargne est variable (ajusté en fonction de l'emploi et des niveaux de revenus des migrants, des changements sur la portée de la migration et sur la durée de la migration). Tous ces facteurs dépendent des politiques de migration des pays d'origine et d'accueil (Glytsos, 1997, p. 422). Le migrant adopte un objectif d'épargne pour assurer un montant minimum d'envois de fonds indispensable pour les dépenses courantes de la famille. Ces envois de fonds sont motivés en même temps par l'altruisme et par l'obligation. Glytsos (1988, 2000) interprète le montant réel des envois de fonds comme le résultat d'une situation de « tiraillements », derrière laquelle repose un pouvoir de négociation entre le migrant et la famille. Une thèse qui rejoint les concepts de Lucas et Stark dans la théorie du contrat implicite. Dans ce contexte, Glytsos (2000), propose des paramètres d'envois de fonds, proportionnels à l'offre et à la demande. Ces paramètres traduisent le degré de "possibilités" du migrant et l'ampleur des "nécessités" du bénéficiaire des envois de fonds. Dans cette approche, le migrant fait partie de la famille, et peut également prendre certaines initiatives individuelles qui pourraient être en "désaccord" avec la famille restée au pays, Hoddinott, (1994). Selon Glytsos(1988), le niveau minimal d'envois de fonds que le migrant est contraint d'envoyer à la famille correspond au niveau d'envois de fonds requis, ou au seuil d'envois de fonds, Hoddinott (1994), et qui est essentiel pour que la décision de migration ait lieu. Cette valeur critique est définie par Glytsos comme étant la différence entre le revenu moyen des membre de la famille restant au pays et le revenu moyen de la collectivité au sein de laquelle, la famille vit. *L'élément social du niveau minimal d'envois de fonds est la rehausse du revenu familial à un niveau au moins égale au revenu du voisinage (objectif du déclenchement de la migration). Un rehaussement qui constitue un prestige pour la famille aux yeux des voisins (Stark et Taylor, 1991).*

Il est aussi important de considérer que les envois de fonds ont une double composante : une composante endogène (définie au cours de la décision de migration) et une autre composante exogène (indépendante des familles, en fonction du système de migration).

Cette étude va être subdivisée en deux partie : (i) La première partie présente l'importance des rituels traditionnels dans la société comorienne, notamment le grand mariage, et son lien éventuel avec les motifs d'émigration et d'envois de fonds. (ii) Dans la deuxième partie, nous allons utiliser un modèle fondé sur un « contrat implicite » entre le migrant et le bénéficiaire des envois de fonds. On fera alors l'hypothèse que le migrant exhibe de l'altruisme vers les membres de ménage restés dans le pays d'origine. La fonction d'utilité du migrant inclura donc celle des membres des ménages bénéficiaires des envois de fonds.

2. Le « grand mariage », principal motif de migration et d'épargne aux Comores

1. Fondement sociologique du grand mariage

De la naissance à la mort, la vie du comorien est rythmée par différentes étapes coutumières qui marquent son appartenance à la société et qui définissent son statut au sein du village. Il s'agit en quelque sorte d'un " cycle de vie socio-familial coutumier ». Par son appartenance à la même communauté villageoise, chacun contracte de fait une dette sociale selon le principe suivant « *Il a mangé. Un jour, en se mariant selon la coutume, il donnera à son tour à manger* ». (Géraldine Vivier, 1999). Un rituel assez particulier pour les Comores, qui engendre des dépenses parfois inédites, eu égard des revenus précaires de la population moyenne. Les dépenses effectuées lors d'un grand mariage, varient suivant le village et suivant la personne. On estime entre 10 000 à 100 000 euros les seules dépenses supportées par les époux¹. Le déséquilibre entre le revenu des ménages et le montant des dépenses requises liées au processus du grand mariage est une des raisons qui expliquent que nombreux comoriens doivent recourir à l'émigration pour espérer pouvoir accumuler une épargne conséquente dans un laps de temps raisonnable.

« Il y a dans la migration en France, une volonté d'affirmation de soi, suscitant une certaine fierté de sa condition, fierté que n'atteint pas nécessairement l'observateur non averti, qui juge en fonction des valeurs du milieu d'accueil et ne mesure pas assez le gain économique prodigieux et prestigieux que permet de réaliser la migration en France par rapport aux autres migrations intra-africaines, ni le prestige qui rejaillira sur le migrant lors de son retour triomphal dans son village d'origine. Et c'est bien cette dimension de valorisation socioculturelle qui, selon les hypothèses, peut rendre compte, en grande partie, de la sélectivité migratoire observée entre les Grand-Comoriens et les autres insulaires. À ce titre, l'influence d'une certaine émulation, voire d'une certaine compétition, intra-villageoise n'est pas un facteur à négliger. Avoir un parent émigré, parallèlement aux avantages objectifs escomptés, comporte une dimension symbolique importante, source de prestige pour la famille ». (Jacques Barou 1978).

Pauvre à l'origine, l'émigré comorien devient un acteur économique essentiel à la survie de sa famille et de son pays. Il devient avec l'aventure migratoire quelqu'un de respecté et d'accompli notamment par la possibilité de réaliser son grand mariage au pays (Direche-Slimani K, 2002).

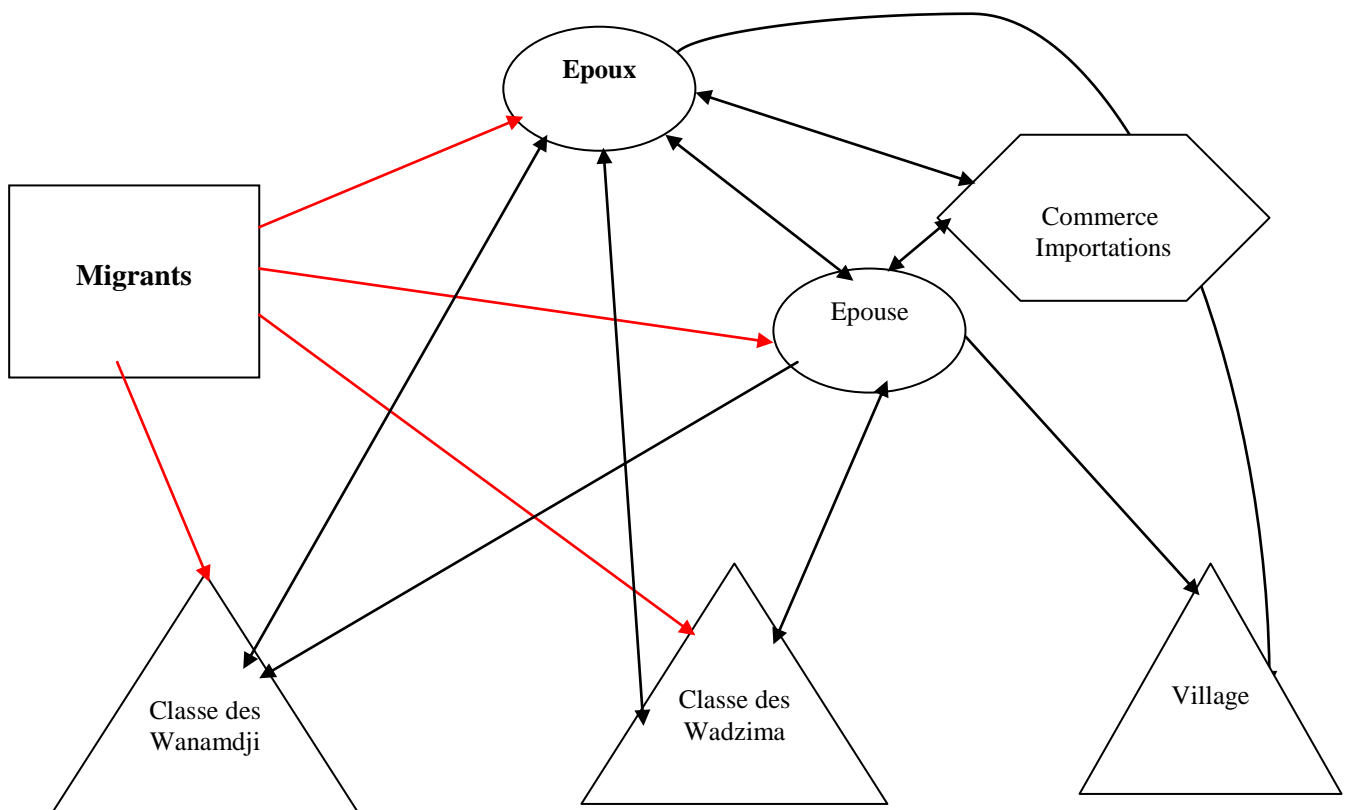
Dépossédés de leurs pouvoirs politique et économique sous l'emprise coloniale, les Grand-Comoriens ont ainsi réinvesti **l'honneur et le pouvoir** dans les deux piliers qui régissent, non sans contradictions, la vie sociale grand-comorienne : l'Islam et la coutume (Chouzour, 1989 ; Vérin, 1994). Une coutume très influente dépassant souvent le cadre traditionnel classique pour s'ériger en un pouvoir dont aspire la quasi totalité des grands comoriens, quelque soient leur catégorie socio professionnelle. Les instruits comme les non instruits, les politiciens comme les religieux, les hommes comme les femmes et les adultes comme les enfants aspirent tous à accomplir un jour le grand mariage.

¹ Estimation effectuée en 1997 sur la base d'un échantillon de 100 grands mariages

2. Schéma simplifié des différentes contributions dans un grand mariage

Les estimations faites jusqu'alors sur le coût d'un grand mariage, tient compte des seules dépenses directes du mariage, c'est-à-dire des échanges directs, dans un laps de temps bien défini. Il est clair que chiffrer le « grand mariage » d'une telle façon, suscite bien des commentaires. Un exemple plus pertinent est celui des frais de déplacement pour le mariage : un couple venant de France pour faire son grand mariage, accompagné de ses enfants, de son frère, de sa femme et de leurs enfants, va collectivement payer quelques milliers d'euros pour les billets d'avion qui vont donc apparaître comme frais de mariage. Mais ce n'est pas tout, les membres de famille de l'époux et de l'épouse qui sont un peu éparpillés dans le monde feront le voyage en se rendant aux Comores. Il n'y a pas seulement les membres des familles qui vont honorer ce grand événement, car les amis proches des deux côtés de la famille feront aussi le voyage. En plus des billets d'avion, les personnes qui feront le voyage emmènent avec eux des sommes qu'elles vont dépenser au cours du mariage. En effet, pour un grand mariage, il y a au minimum dix personnes membres de la famille et amis proches qui font le déplacement. On observe ainsi, que toutes les transactions nées dans le processus d'un grand mariage rendent difficile l'évaluation globale du coût d'un grand mariage. Toutefois, il est toujours utile de comprendre la nature et le cycle des prestations pour avoir une idée de l'ampleur que pourrait représenter le coût d'un grand mariage.

Graphique 1 : schéma simplifié d'un cycle des dépenses d'un grand mariage



3. « Contrat implicite » entre le migrant et la famille d'origine

1. Modèle de contrat implicite

. Le migrant a un objectif d'épargne S_m^e ; ainsi $(S_m - S_m^e)$ représente son excédent d'épargne.

S_m : épargne courante du revenu du migrant

S_m^e : objectif d'épargne du migrant ajusté en fonction des changements dans les conditions d'emploi et de salaires dans le pays d'accueil.

Le ménage bénéficiaire des envois de fonds a un objectif de revenu exprimé sous forme d'un surplus de revenu $(Y_n - Y_f)$, qui est à la différence entre le revenu du voisin et son revenu actuel.

Y_n : est le revenu moyen du voisinage de la famille bénéficiaire des envois de fonds

Y_f : est le revenu moyen de la famille bénéficiaire des envois de fonds.

Le surplus de revenu correspondant à l'objectif de la famille bénéficiaire des envois de fonds, est un minimum de montant indispensable qui va permettre au ménage de pouvoir atteindre le niveau de vie actuel de son voisin.

Du point de vue formel, les envois de fonds (R) sera la solution d'équilibre obtenu après confrontation de la demande exprimée par la famille restée au pays $(Y_n - Y_f)$ et l'offre $(S_m - S_m^e)$ formulée par le migrant. Autrement dit, R est la résultante des négociations « contrat implicite » entre la confrontation de l'offre et de la demande.

R est compris entre l'objectif de surplus de revenu du ménage et l'excédent d'épargne du migrant.

Soit :

$$(Y_n - Y_f) \leq R \leq (S_m - S_m^e) \quad (1)$$

A Fonction d'offre d'envois de fonds du migrant

Le migrant est en mesure d'envoyer des fonds (R^o), représentant une proportion de son excédent d'épargne ; soit

$$R^o = (1 - \rho_1)(S_m - S_m^e) \quad (2)$$

Normalement $0 \leq \rho_1 \leq 1$, mais il n'est pas exclu que $\rho_1 < 0$.

ρ_1 désigne la proportion de l'excédent d'épargne que le migrant décide de garder pour le futur. $(1 - \rho_1)$ est la proportion de l'excédent d'épargne que le migrant décide d'envoyer à la famille. ρ_1 est en fait un paramètre de préférence pour le futur. Plus il est élevé plus le migrant a une préférence pour le futur. Un $\rho_1 < 0$ veut dire que le migrant va détruire une partie de son objectif d'épargne pour l'envoyer à sa famille.

On sait que l'objectif d'épargne (S_m^e) est fonction de l'objectif de revenu (Y_m^e) et de l'objectif des dépenses (C_m^e), ainsi que d'autres facteurs (Z).

$$S_m^e = f(Y_m^e - C_m^e, Z) \quad (3)$$

+ - +/-

S_m^e est une fonction croissante des prévisions de revenus du migrant ; est une fonction décroissante des coûts et dépenses du migrant et peut varier positivement comme négativement en fonction des facteurs contenus dans Z .

En utilisant la fonction linéaire de consommation ($C_m^e = c Y_m^e$) où c désigne la propension marginale à consommer, l'objectif d'épargne planifié à la date t (S_{mt}^e) est déterminé de la manière suivante :

$$S_{mt}^e = \mu_1 + (1 - c) Y_{mt}^e \quad (4)$$

avec $\mu_1 = \mu_1(Z)$

De même, l'épargne courant (S_{mt}) est fonction du revenu courant (Y_{mt})

$$S_{mt} = \mu_2 + (1 - c) Y_{mt} \quad (5)$$

Par ailleurs, il existe une relation entre la valeur réelle de l'objectif d'épargne (S_{mt}^*) et l'épargne courant (S_{mt}) en fonction de la valeur retardée de l'épargne courant (S_{mt-1})

$$(S_{mt} - S_{mt-1}) = (1 - s) (S_{mt}^* - S_{mt-1}) \quad (6)$$

avec s un facteur d'ajustement tel que $0 < s < 1$

En utilisant la relation (5), l'égalité (6) devient

$$S_{mt}^* = \mu_2 + (1-c) (Y_{mt} - sY_{mt-1})/(1-s) \quad (7)$$

En utilisant (5) et (7), l'excédant d'épargne de la relation (2) devient :

$$(S_{mt} - S_{mt}^*) = -s (1-c) (Y_{mt} - Y_{mt-1})/(1-s) \quad (8)$$

$$D'où R^o = s(1-p_1)(1-c) (-Y_{mt} + Y_{mt-1}) / (1-s) \quad (9)$$

B Fonction de demande d'envois de fonds des ménages

La demande d'envois de fonds des ménages est fonction de la moyenne des revenus dans le voisinage :

$$R^d = (1+\rho_2) (Y_n - Y_f) \quad (10)$$

Normalement $-1 \leq \rho_2 \leq 0$, mais il n'est pas exclu que $\rho_2 > 0$.

ρ_2 désigne la proportion de fonds au delà du minimum requis ($Y_n - Y_f$) pour permettre à la famille de disposer d'un même revenu que celui du voisinage. $(1+\rho_2)$ est la proportion du gap de revenu que la famille réclame auprès du migrant. La valeur de ρ_2 dépend du pouvoir de négociation de la famille avec le migrant. Plus il est élevé plus la famille réclame d'envois de fonds. Un $\rho_2 < 0$ veut dire que la famille est prête à recevoir moins que le gap entre le revenu du voisinage et son propre revenu. C'est aussi l'expression d'une situation où le migrant n'est pas encore en mesure d'envoyer des fonds et que la famille lui est compréhensible. Et inversement un $\rho_2 > 0$ signifie que la famille réclame plus que le différentiel de revenu avec le voisinage. On peut aussi écrire l'équation de la demande d'envois de fonds de la forme suivante :

$$R^d = (1+\rho_2) (1-\beta) Y_n \text{ avec } Y_f = \beta Y_n (0 \leq \beta \leq 1) \quad (11)$$

β représente le coefficient de proportionnalité du revenu de la famille par rapport à celui du voisinage.

C Equilibre entre offre et demande d'envois de fonds (R)

Soit R_t^* le niveau d'équilibre des envois de fonds à l'instant t , qui est obtenu après négociation entre le migrant qui offre R^o et la famille qui en demande R^d ($R^o = R^d$).

Soit R_t , le niveau réel des envois de fonds à l'instant t . La relation l'équilibre sera exprimée comme suit :

$$R_t - R_t^* = R_t^o - R_t^d \quad (12)$$

$$R_t^* = R_t - (R_t^o - R_t^d)$$

Par ailleurs, à l'équilibre, la différence entre les envois de fonds à l'instant t et sa valeur à l'instant $t-1$ est égale à la différence ajustée entre la valeur d'équilibre des envois de fonds et les envois de fonds à l'instant $t-1$.

$$\text{Soit : } (R_t - R_{t-1}) = (1-\delta)(R_t^* - R_{t-1}) \quad (13)$$

δ est un facteur d'ajustement, $0 \leq \delta \leq 1$.

Si $\delta = 0$ alors $R_t = R_t^*$; il y a donc équilibre à chaque période t .

Si $\delta = 1$, alors $R_t = R_{t-1}$, le volume des envois de fonds sont identiques dans le temps. Une situation qui est peu probable. Pour simplifier, nous pouvons assimiler δ au taux d'épargne ρ_1 .

$$R_t^* = (R_t - \rho_1 R_{t-1}) / (1 - \rho_1) \quad (14)$$

En utilisant la relation (12) dans (14), on obtient l'équation suivante :

$$R_t = R_{t-1} + (1-\rho_1)/\rho_1 (R_t^o - R_t^d) \quad (15)$$

En se servant des relations (2), (4), (5) et (11), la relation (15) devient :

$$R_t = R_{t-1} - (1-\rho_1)/\rho_1 [(1-\rho_1)(\mu_2 - \mu_1) + (1-\rho_1)(1-c) (Y_{mt} - Y_{mt}^c) - (1+\rho_2) (1-\beta) Y_n] \quad (16)$$

On considère ensuite que la prévision du revenu du migrant à l'instant t (Y_{mt}^c) est fonction linéaire de son revenu permanent à la date t (Y_{mt})

$$\text{Soit } Y_{mt}^e = \lambda Y_{mt-1}^e + (1-\lambda) Y_{mt} \quad (17)$$

Avec $0 \leq \lambda \leq 1$; si $\lambda = 0$; la prévision de revenus (Y_{mt}^e) est égale au revenu actuel (Y_{mt})

A l'inverse, si $\lambda = 1$ alors la prévision du revenu à la date t est égale à la prévision de revenu de la date précédant.

En décalant d'une période la relation (16), on peut extraire la valeur de Y_{mt-1}^e que l'on remplacera dans (17) pour disposer d'une valeur de Y_{mt}^e qui ne dépendra plus de Y_{mt-1}^e .

Ainsi, l'équation des envois de fonds de la relation (16) pourra s'écrire comme suit :

$$\begin{aligned} R_t &= (\lambda-1) (\mu_2 - \mu_1) (1-\rho_1)^2/\rho_1 + (1-\rho_1)/\rho_1(1+\rho_2) (1-\beta)Y_{nt} \\ &- \lambda(1-\rho_1)/\rho_1(1+\rho_2) (1-\beta)Y_{nt-1} - \lambda(1-\rho_1)^2/\rho_1 (1-c)Y_{mt} \\ &+ \lambda(1-\rho_1)^2/\rho_1 (1-c)Y_{mt-1} + (\lambda+1) R_{t-1} - \lambda R_{t-2} \end{aligned} \quad (18)$$

On dispose à présent d'une équation du type

$$R_t = a + b Y_{nt} + c Y_{nt-1} + d Y_{mt} + e Y_{mt-1} + f R_{t-1} + g R_{t-2} \quad (19)$$

Cette équation pourrait faire l'objet d'une estimation économétrique des paramètres.

Sur la base des coefficients estimés de la régression linéaire, on peut faire des hypothèses sur des valeurs exogènes de β (paramètre sur le revenu familial) et c (propension marginale à consommer) pour ensuite calculer ρ_1 et ρ_2 , les paramètres de préférences pour le futur respectivement du migrant et de la famille en ce qui concerne les envois de fonds. Les valeurs de ces paramètres peuvent alors être interprétées dans l'esprit du modèle théorique afin d'évaluer les concessions du migrant de la famille sur les envois de fonds, sur la base des revenus du migrant et ceux du voisinage de la famille.

2. Le modèle économétrique réduit du « contrat implicite », données utilisées

On peut réécrire le modèle précédant d'envois de fonds du migrant résultant d'un « contrat implicite » entre le migrant et sa famille restée aux Comores. Comme résolu précédemment, l'équilibre entre l'offre des envois de fonds du migrant (R^o) et la demande d'envois (R^d) donne une équation d'équilibre (R_t). Nous allons résoudre ce modèle avec les données micro économiques des ménages.

$$\begin{aligned} \text{LOG}(R_t)_i &= d_i + a_i \text{LOG}(Y_{nt})_i + b_i \text{LOG}(Y_{nt-1})_i + c_i \text{LOG}(Y_{mt})_i + d_i \text{LOG}(Y_{mt-1})_i \\ &\quad (+/-) \quad (+/-) \quad (+/-) \quad (+/-) \\ &+ e_i \text{LOG}(R_{t-1})_i + f_i \text{LOG}(Z_t)_i + \varepsilon_i \\ &\quad (+) \quad (+/-) \end{aligned}$$

Avec : i le numéro du ménage

R_t : est la variable dépendante qui correspond aux envois de fonds par tête à la date t

$(Y_{nt})_i$: Le revenu du voisinage du ménage i à la date t .

$(Y_{nt-1})_i$: Le revenu du voisinage du ménage i à la date t-1.

$(Y_{mt})_i$: Le revenu à la date t du migrant correspondant au ménage i .

$(Y_{mt-1})_i$: Le revenu à la date t-1 du migrant correspondant au ménage i .

$(R_{t-1})_i$: Les envois de fonds à la date t-1 du migrant correspondant au ménage i

$(Z_t)_i$ les autres caractéristiques du ménage à la période t

ε_i : terme d'erreur $\varepsilon_i \sim N(0, \sigma^2)$

Les signes des coefficients du modèle sont prévus être plus ou moins sauf pour R_{t-1} qui devrait être positif. Les montants des envois de fonds étant supposés croissants dans le temps. La période t sera l'année 2004 et la période t-1 sera l'année 1995.

A *Données*

Les données utilisées seront issues de trois sources : la première source concerne les données de l'EIM 2004. La deuxième source concerne la base d'enquête auprès des ménages de 1995 (EBC 1995). La troisième source concerne les données sur les revenus des français par groupe de décile en 2004.

Le montant des envois de fond (R_i) correspond aux données de l'EIM 2004. R_i correspond aux envois de fonds reçu par le ménage i durant les 12 derniers mois.

La détermination de la composante Y_{nt} est sujette à différentes hypothèses. Quel revenu moyen doit-on considérer pour le voisinage ? Plusieurs hypothèses existent, notamment en considérant un revenu moyen. Mais le problème serait que les ménages qui disposent de revenus supérieurs à la moyenne de ce revenu n'aspireraient pas atteindre cet objectif qui réduirait leur revenu actuel.

Une autre solution, serait de considérer les revenus du voisinage aux valeurs déciles. Cette solution sera retenue pour cette étude. On calculera les déciles sur la base des revenus des ménages « excluant les envois de fonds ». Chaque décile correspondra au revenu du voisinage (Y_n) que le ménage appartenant au même groupe décile, aspirerait atteindre. En ce qui concerne le cas particulier des ménages appartenant à la limite supérieure de la classe de décile, leur objectif (Y_n) correspondra au revenu de la classe suivante. Le dernier ménage, le plus riche n'a pas de ménage de référence comme objectif de revenu. Il n'a pas alors de revenu du voisinage supérieur au sien. Les revenus moyens du voisinage (Y_{nt}) seront ainsi égaux aux déciles de la classe de revenu à laquelle appartient le ménage ($D_1, D_2 \dots, D_9$).

Les ménages étant classés par ordre de revenus. Le ménage N° i de 2004 aura comme valeur de Y_{nt} , le revenu du voisinage issu de la base EIM 2004 et comme valeur de Y_{nt-1} le revenu du voisinage issu de la base EBC 1995.

La détermination des revenus des migrants (Y_{mt}) est aussi sujette à un problème. En effet, les données d'enquête existantes concernent seulement les revenus des ménages bénéficiaires des envois de fonds et non ceux des familles migrantes correspondantes. Nous allons alors considérer Y_{mt} , comme étant le revenu moyen dans le pays hôte. Sachant que les migrants comoriens qui envoient le plus des fonds aux Comores, occupent des fonctions de « basse qualification », on va alors considérer que leur revenu variera du 1^{er} décile au 4^{ème} décile de la distribution de revenus dans le pays hôte. En 2004 (l'année t considéré dans cette étude), la distribution de revenus en France du 1^{er} au 4^{ème} décile variait entre 7605 euros et 15724 euros². Cette fourchette de revenus sera supposée être celle des revenus moyens des migrants comoriens qui ont envoyé des fonds aux Comores en 2004.

On procédera de la même façon pour déterminer les revenus des migrants comoriens en 1995 (Y_{mt-1}).

La valeur de R_{t-1} correspond aux envois de fonds reçus par les ménages en 1995 (EBC1995).

On ne considérera pas dans cette étude le terme en R_{t-2} , par manque des données de ménage sur les envois de fonds reçus d'avant 1995.

B *Résultats des études similaires dans les pays du Moyen orient et d'Afrique du nord*

Ce modèle avait été appliqué séparément dans sept pays appartenant au MENA (Middle East and North Africa) à savoir : Algérie, Egypte, Jordanie, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie. Les résultats empiriques obtenus confirment les considérations théoriques du modèle (N. Glytsos, 2002). Les données utilisées étaient des données macro économiques sur 25 ans de la période 1973-1998. Les résultats obtenus concernent trois groupes de pays. Le premier groupe (groupe A), qui inclut la Jordanie, le Maroc, la Syrie et la Turquie se conforment au cas du $\rho_1 > 0$ et $(1+\rho_2) > 0$, le cas classique. Le deuxième groupe (groupe B) est constitué de l'Egypte seulement avec $\rho_1 > 0$ et $(1+\rho_2) < 0$, et le troisième groupe (groupe C) composé de l'Algérie et de la Tunisie, avec des signes variées des paramètres. Pour l'Algérie on a comme résultats $\rho_1 < 0$ et $(1+\rho_2) > 0$, et pour la Tunisie on trouve $\rho_1 < 0$ et $(1+\rho_2) < 0$.

² Données de l'INSEE

C Résultats du modèle pour le cas des Comores

Tableau 1 : Coefficients de régression de l'estimation économétrique des déterminants du montant des envois de fonds des migrants aux Comores

Variable dépendante Ln(R _{nt})	Coefficient	t
(Constant)	-66,192	-2,781 (**)
Ln (Y _{nt})	-2,183	-2,404 (**)
Ln (Y _{nt-1})	3,004	2,260 (*)
Ln (Y _{mt})	-1,577	-3,188 (**)
Ln (Y _{mt-1})	2,310	3,076 (**)
Ln (R _{nt-1})	0,095	2,106 (*)
Pauvre en Grande Comore (Oui = 1 ; Non = 0)	1,301	9,516 (**)
Dépenses mariage, funérailles	1,108	8,218 (**)
Famille élargie (Oui = 1 ; Non = 0)	0,418	3,225 (**)
Milieu de résidence (1= urbain, 2=rural)	0,305	1,907 (**)
R ² = 34,6	N= 2393	

(*) Significatif à 5% (**) Significatif à 1%

On retrouve les signes des coefficients prévus dans la formulation théorique du modèle.

Le montant des envois de fonds à l'instant t est fonction croissante des revenus des migrants à l'instant $t-1$. Le montant des envois de fonds à l'instant t varie positivement avec les « revenus du voisinage de la famille » enregistrés à l'instant $t-1$

En ce qui concerne les autres caractéristiques du ménage, on retrouve des résultats qui sont conformes à la réalité comorienne. Ainsi, le montant des envois de fonds varie positivement avec : la pauvreté des ménages (surtout en Grande Comore), les dépenses « de mariage, funérailles,...etc » , la taille des familles, et lorsque le ménage réside en milieu rural. Tous les coefficients sont significatifs au seuil de 1%.

D Résultats des simulations sur les préférences du migrant et de la famille

Pour tester les paramètres du modèle et les comparer ensuite aux résultats théoriques trouvés précédemment, on considérera la propension marginale à consommer (c) et le coefficient de proportionnalité de revenu de la famille (β), comme exogènes. On déduit la valeur du paramètre λ , à partir du coefficient estimé de Ln(R_{nt-1}). Les différentes simulations ont donné les résultats présentés dans le tableau 2.

Tableau 2 : Résultats de ρ_1 et ρ_2 pour différentes simulations de c

c	β	λ	ρ_1	ρ_2	(1+ ρ_2)	(1- ρ_1)
Propension marginale à consommer	Coefficient de proportionnalité de revenu de la famille par rapport au voisinage	Coefficient du revenu escompté du migrant	Coefficient d'épargne du migrant (Préférence pour le futur)	Coefficient de demande excédentaire de la famille	Coefficient de la demande des fonds de la famille	Part de l'excédant d'épargne du migrant envoyée aux Comores
0,5	0,5	-0,905	-0,36	0,17	1,17	1,36
0,6	0,5	-0,905	-4,13	2,51	3,51	5,13
0,7	0,5	-0,905	-6,35	2,77	3,77	7,35
0,75	0,5	-0,905	-8,08	2,88	3,88	9,08
0,8	0,5	-0,905	-10,66	2,99	3,99	11,66
0,5 ≤ c ≤ 0,8		β constante	λ constante			

Source : simulation faite sur la base des résultats du modèle sur les déterminants des montants des envois des fonds aux Comores

Pour tester empiriquement le modèle théorique d'envois de fonds à base d'un « contrat implicite » pour le cas des Comores, nous allons procéder à des simulations sur les différents paramètres du modèle.

En prenant différentes valeurs de la propension marginale à consommer tout en laissant les paramètres β et λ invariables, on aboutit à des résultats intéressants sur les valeurs que prennent ρ_1 et ρ_2 . Tout d'abord, on note que quelque soit les valeurs du paramètre c (propension marginale à consommer), les coefficients ρ_1 sont < 0 et les coefficients ρ_2 sont > 0 .

Lorsque $\rho_1 < 0$, le migrant envoie des fonds dont le montant est supérieur à son excédent d'épargne. Le migrant a une préférence pour le présent. Une situation empirique qui ressemble à la réalité des migrants comoriens. En effet, confronté à des sollicitations financières sans cesse, de la part des familles restées aux Comores, soit pour des obligations familiales, soit pour des obligations sociales, le migrant comorien désépargne dans la plupart des cas. Il participe souvent à des « tontines », remboursables sur des échelons à long terme. Ainsi, le migrant en accomplissant ses obligations sociales devient un « endetté éternel ».

Les résultats de la simulation montre que les envois de fonds sont de 1,36 fois l'excédent d'épargne du migrant lorsque la propension marginale à consommer du migrant est de 0,5. Elle est 11,66 fois son excédent d'épargne lorsque sa propension marginale à consommer est de 0,8.

Lorsque $\rho_2 > 0$, alors cela signifie que la famille demande plus que la différence de niveau de vie avec son voisinage. Il est aussi fréquent que la demande de famille auprès du migrant ne se limite pas seulement aux besoins d'améliorer son niveau de vie, mais va au-delà des besoins élémentaires de base. C'est le cas des besoins d'argent pour le mariage, les funérailles, les naissances... La demande d'envois de fonds est de 1,17 fois la différence de revenu de la famille à celui de son voisin, lorsque la propension marginale à consommer du migrant est de 0,5. Elle est 3,99 fois le différentiel de revenu avec le voisinage, lorsque la propension marginale à consommer est de 0,8.

4. Conclusion

Cette étude sur les envois de fonds a permis de tester empiriquement l'hypothèse théorique de l'existence d'un contrat implicite entre le migrant et la famille bénéficiaire des envois de fonds. S'il est admis que le motif altruiste domine les motifs d'envois de fonds, il n'est pas toujours établi comment est déterminé le montant des envois de fonds. Qu'est ce qui explique que, les montants des envois sont parfois élevés eu égard des revenus du migrant. Ayant testé un modèle de détermination du montant des envois de fonds, fondé sur une négociation entre le migrant et la famille bénéficiaire, nous avons trouvé les résultats suivants pour le cas des Comores : (i) le migrant comorien a un comportement qui favorise sa préférence pour le présent. Ainsi, par exemple, lorsque sa propension marginale à consommer est de 0,5 ; alors il est prêt à envoyer des fonds équivalents à 1,36 fois son excédent d'épargne. Et plus grand est sa propension marginale, autrement dit, plus petit sera son excédent d'épargne, alors le taux d'envois de fonds sera plus important en terme d'excédent d'épargne. Ainsi, pour une propension marginale à consommer égale à 0,8, le migrant va envoyer des fonds équivalents à 11,66 fois son excédent d'épargne. (ii) du côté de la demande d'envois de fonds, une préférence pour le présent a aussi été observée pour la famille du migrant. Ainsi, l'on constate que la demande excédentaire est aussi croissante avec la propension marginale à consommer. Autrement dit, plus est importante la consommation du migrant par rapport à son revenu, alors plus sera importante la demande de fonds de la famille.

Ces considérations qui à priori ne paraissent pas cartésiennes sur le plan économique, correspondent à une logique sociale aux Comores, dont on assiste assez souvent à un sur endettement du migrant pour répondre aux besoins sociaux et familiaux.

Références bibliographiques

- Abdourahim Said [1983], *Mariage à Ngazidja, fondement d'un pouvoir*, thèse de IIIe cycle, université de Bordeaux-III, 338 p.
- Abdourahim Said [1984], « Le mariage coutumier dans l'île de Ngazidja », *Ya Mkobe*, 2 : 3-6.
- BAFD : M. Mohamed Bourenane, (2007), les transferts de fonds des migrants, un enjeu de développement, Les Comores, Mali, Maroc, Sénégal ;
- BAFD: « L'approche de la Banque en matière de transferts de fonds des migrants »
L'initiative Migrations et Développement, Mars 2009, OIVP
- BAROU Jacques, (1978) - Travailleurs africains en France. Rôle des cultures d'origine - Presses Universitaires de Grenoble, Publications Orientalistes de France, 162 p,
- Bichaka Fayissa, The Impact of Remittances on Economic Growth and Development in Africa, WORKING PAPER SERIES • FEBRUARY, 2008, Department of Economics and Finance, Middle Tennessee State University
- Blanchy Sophie [1996], « Le partage des boeufs dans le mariage coutumier de la Grande Comore », *Journal des Africanistes*, 66 (1-2) : 168-202.
- Blanchy Sophie [1998], « Les Comoriens, une immigration méconnue », *Hommes et Migrations*, 1215 : 5-20
CAISSE DES DEPOTS, Luis Miotti*, El Mouhoub Mouhoud**, Joel Oudinet*, juin 2009, « Migrations et déterminants des transferts de fonds vers les pays du sud de la méditerranée »,
- Chouzour Sultan [1989], *Le Pouvoir de l'honneur, essai sur l'organisation sociale traditionnelle de Ngazidja et sa contestation*, thèse de IIIe cycle, Paris-Inalco.
- Direche-Slimani K, (2002) les comoriens à Marseille, d'une mémoire à l'autre,
- Glytsos, Nicholas, P. (1988), "Remittances in Temporary Migration: A Theoretical Model and its Testing with the Greek-German Experience" *Weltwirtschaftliches Archiv*, Band 124, Heft 3, pp. 524-549,
- Glytsos, Nicholas, P. (1997), "Remitting Behaviour of Temporary and Permanent Migrants: The Case of Greeks in Germany and Australia", *Labour*, Vol. 11, No. 3, Autumn, pp. 409-435,
- Glytsos, Nicholas, P. (2000), "Determinants and Effects of Migrant Remittances: A Survey", Chapter 12 in Slobodan Djajić (ed.) *International Migration: Trends, Policies and Economic Impact*. Routledge, London and New York (forthcoming),
- Glytsos, Nicholas (2002), "A Model of Remittance Determination Applied to Middle East and North Africa Countries", N°73, April 2002, Centre of Planning and Economic Research, 22, Hippokratous Street, 106 80 Athens, Greece,
- Hoddinott, J., (1994), "A model of migration and remittances applied to Western Kenya," *Oxford Economic Papers*, 46: 450-75,
- Lafon Michel [1990], *Paroles et Discours d'Ali Soilihi, président des Comores 1975-1978*, Paris, Inalco, Travaux et Documents du CEROI, n° 9.
- Legros Charles [1909], *La Grande Comore 1884-1909*, rapport à la Commission sénatoriale relative à l'annexion des Comores.
- Rouveyran Jean-Claude, Djabiri Ahmed [1968], « Le "Dola N'kou" ou grand mariage comorien », *Revue Tiers Monde*, 9 (33) : 95-127.
- Shepherd Gillian M. [1977], « Two Marriage Forms in the Comoro Islands : an Investigation », *Africa*, 47 (4) : 344-59.
- Verin Pierre, (1994). *Les Comores*, Paris, Karthala, 263 p.,
- Vivier Géraldine [1999], *Les Migrations Comores-France. Logiques familiales et coutumières à Ngazidja*, thèse du 3e cycle, université de Paris-X Nanterre.
- Walker Iain, (2006), Les aspects économiques du grand mariage de Ngazidja (Comores), candidat doctoral, département d'anthropologie, University of Sydney, NSW, Australie.
- Younoussa, I (2011), Envois de fonds et pauvreté: le cas des Comores. Thèse de doctorat : Université Montesquieu, Bordeaux IV

Annexes

Tableau 3 : Profil des migrants

Profil des migrants qui envoient les fonds	Proportion des migrants qui envoient des fonds en %	Montant annuel transféré par migrant (en euros)	Proportion des envois de fonds par catégorie de migrants en %
Employés à faible qualification	66	3303	59
Chômeurs et précaires	8	2020	4
Retraités	10	5292	14
Etudiants	3	700	1
Professions libérales	7	4131	8
Cadres	6	8286	14
Total	100	3678	100

Source : AFD/BAD, enquête réalisée en France en 2007

Tableau 4 : Projets individuels exprimés par les migrants

	Projet dans le pays d'origine en %
Aucun projet (y inclus grand mariage)	71
Immobilier	18
Commerce	7
Service	3
Agriculture	1
Total	100

Source : AFD/BAD, enquête réalisée en France en 2007

Tableau N° 5 : Répartition des envois de fonds suivant le quartile du ménage

Quartile	Répartition du volume d'envois de fonds par classe de revenu en %	Part des envois de fonds dans les dépenses des ménages en %	Proportion des pauvres « sans envois de fonds » en %	Dépenses par tête "sans envois de fonds" en Fc	Proportion des pauvres "incluant les envois de fonds" en %	Dépenses par tête "incluant les envois de fonds" en Fc
25% les plus pauvres (<Q1)	45,1	52	100	96 759	87,3	200 271
25% intermédiaires (Q1<dépense<Q2)	15	10,2	62	274 981	40,8	306 398
25 % intermédiaires (Q2<dépense<Q3)	20,4	10,5	0	491 928	0	549 685
25% les plus riches (>Q3)	19,5	4	0	1 929 383	0	2 006 867
Total	100	12	40,4	700 426	32	767 986

Source : EIM 2004, N= 2992 (ensemble des ménages)